

**UN DÉCRET  
FIXE LES CHARGES  
RÉCUPÉRABLES...**



**ON NE PAIERA PAS PLUS !  
LES CHARGES LOCATIVES DOIVENT BAISSER !**

### ***Ils en veulent toujours plus !***

L'intitulé à lui seul de la première table ronde du « Colloque sur les charges locatives » organisé par l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) est révélateur de l'action engagée par celle-ci : « *N'est-il pas temps de définir une nouvelle liste des charges locatives ?* ».

Cela fait maintenant plus de dix ans que les bailleurs et leurs organisations (privés comme sociaux) font pression sur le gouvernement pour étendre la liste des charges que doivent payer les locataires.

L'action résolue des locataires et de leurs cinq organisations nationales avait permis de bloquer ce processus qui visait à rajouter entre 5 à 10 € par mois sur la quittance (dans un premier temps).

Le gouvernement, Madame Boutin, leur ont fait un cadeau au Noël 2008 en leur permettant de récupérer plus sur les charges de gardiennage !

Ça ne leur suffit pas ! Encouragés et enhardis par ce décret, les bailleurs en veulent toujours plus !

Ils veulent un nouveau décret, une nouvelle liste de charges récupérables au prétexte que l'actuelle liste – de plus de vingt ans – serait dépassée. Ce qui est dépassé et ringard, c'est de se tourner toujours vers les locataires pour leur faire payer toujours plus.

Il a fallu des décennies et des décennies de batailles et de luttes acharnées des locataires, de leurs associations pour qu'une loi, la loi Quillot, définisse enfin ce que sont les charges locatives et en établisse une liste exhaustive.

### ***Nous ne laisserons pas faire !***

#### ***Ce n'est vraiment pas le moment !***

Le Conseil d'Etat vient de rendre un rapport sur la situation du logement dans notre pays. Ce rapport, à sa manière, stigmatise la cherté des quittances, première dépense et surtout dépense incontournable des ménages.

Et c'est vrai que le pouvoir d'achat des familles s'est dégradé très fortement ces dernières années et que les perspectives ne sont pas optimistes dans ce domaine. C'est le moins que l'on puisse dire. Il faut donc refuser cette espèce de hausse des loyers déguisée d'autant plus dans une telle période !